

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 20/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE**

Chemin du Roy  
76170 Lillebonne

Références : 20240131\_VI\_AirLiquideCheminDuRoy\_PPC  
Code AIOT : 0005801558

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2024 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implanté Chemin du Roy 76170 Lillebonne. L'inspection a été annoncée le 18/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
- Chemin du Roy 76170 Lillebonne
- Code AIOT : 0005801558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI) exploite à LILLEBONNE un site de stockage de gaz industriels. Ce site constitue une base logistique pour les clients du bassin industriel. Aucune

activité de production, conditionnement, alimentation de canalisation de transport n'y est exercée. Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique 4715-1 (stockage d'hydrogène).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dossier Installations classées	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 1.5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Registre Entrée/Sortie	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 3.5	Demande d'action corrective	3 mois
8	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 1.9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prescriptions spécifiques pour l'hydrogène gazeux	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 2.4.4	Sans objet
3	Prescriptions spécifiques au stockage d'ammoniac	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 2.1.2	Sans objet
5	Moyens d'alerte	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 4.6.4	Sans objet
6	Mesure de bruit	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 7.3	Sans objet
7	Vérifications électriques et incendie	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 4.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté la cessation partielle de l'activité du site pour les rubriques 4735-2-b et 2713-2. Par ailleurs, l'inspection a constaté que la quantité d'hydrogène stockée est très nettement inférieure au seuil de l'autorisation (242 kg pour une quantité autorisée à 2 tonnes).

L'exploitant doit porter à connaissance de l'administration ces changements, et proposer une mise à jour de la liste des installations classées auquel il est soumis. Il doit également suivre la procédure de cessation d'activité le cas échéant pour les activités concernées.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier Installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dossier de demande d'autorisation,</li> <li>- les plans tenus à jour,</li> <li>- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,</li> <li>- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit,</li> <li>- les documents prévus aux points 3.3, 3.5 et 4.4 du présent arrêté.</li> </ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Lors de la précédente visite d'inspection (06 décembre 2018) il avait été demandé à l'exploitant de [tenir à jour et à disposition des installations classées un plan des installations faisant apparaître les limites de propriété et l'échelle du plan présenté. Les zones de stockage d'hydrogène, d'ammoniac et d'oxygène y seront représentées ainsi que la zone de stockage des métaux non dangereux (compresseurs) classés sous la rubrique 2713]. (observation 2 du rapport de visite du 06 décembre 2018). En effet, le plan présenté des installations est un plan schématique et n'a pas été actualisé depuis le 24/05/2012. L'exploitant a présenté un devis daté du 30/01/2024 pour un montant de 5921,81 euros. L'exploitant précise que la prestation sera réalisée au 1er trimestre 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées sous 3 mois à date de réception du rapport le plan actualisé des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3mois

## N° 2 : Prescriptions spécifiques pour l'hydrogène gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 2.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'implantations
<b>Prescription contrôlée :</b> La zone de stockage de bouteilles d'hydrogènes est implantée : à une distance d'au moins 8 mètres des limites de propriété ou de tout bâtiment, sur une aire bétonnée comportant des rambardes de sécurité tout le long de l'aire de stockage afin d'éviter au maximum le risque de choc entre un camion et un cadre de bouteilles pleines. Les bouteilles d'hydrogène sont stockées en cadres ou dans des paniers servant de protection. Le stockage de bouteilles d'hydrogène pleines, en attente de livraison, est stocké distinctement du stockage de bouteilles vides. Un panneau d'affichage indique la nature des différents stockages.
<b>Constats :</b>

<p>La visite sur le terrain a permis de constater le respect de ces prescriptions pour le stockage des cadres d'hydrogène.</p> <p>L'installation de stockage d'hydrogène sur semi-remorques n'est plus d'actualité d'après l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Prescriptions spécifiques au stockage d'ammoniac**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 2.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'implantations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La zone de stockage de bouteilles d'ammoniac est implantée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété</li> <li>- sur une aire bétonnée comportant un muret de sécurité tout autour de l'aire de stockage afin d'éviter tout épandage de produit en cas de fuite</li> <li>- sur une aire close et grillagée afin d'éviter au maximum le risque de choc entre un camion et un cadre de bouteilles pleines.</li> </ul> <p>Les bouteilles d'ammoniac sont stockées dans des paniers servant de protection.</p> <p>Le stockage de bouteilles d'ammoniac pleines, en attente de livraison, est stocké distinctement du stockage de bouteilles vides. Un panneau d'affichage indique la nature des différents stockages</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté l'arrêt de cette activité. L'exploitant a confirmé que l'établissement n'était plus destiné à stocker de l'ammoniac. L'exploitant doit suivre à la procédure de cessation d'activité conformément à l'article L512-6-1 du code de l'environnement . Il devra notifier sa cessation dans un délais de 3 mois maximum (démarrage de la procédure).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Registre Entrée/Sortie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation Entretien</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un fichier électronique faisant office de registre et géré par Air liquide Assistance. Le fichier mentionne la quantité à date, la quantité autorisée ainsi que le seuil autorisé par la rubrique ICPE. La quantité d'hydrogène stockée le 31/01/2024 s'élève à 242 kg. Ce fichier est disponible et accessible en permanence. L'exploitant dispose d'une deuxième liste des gaz</p>

neutres stockés sur le site. Enfin l'exploitant dispose d'une liste des gaz gérés pour le compte du client (Parc SLC).

L'exploitant ne dispose donc pas d'une liste consolidée des produits dangereux détenus sur le site. Ce point avait déjà été relevé lors de la précédente visite d'inspection (observation n° 3 du rapport de visite du 06 décembre 2018).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra en place, sous 3 mois, un registre consolidé de l'ensemble des produits dangereux détenus sur le site indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3mois

**N° 5 : Moyens d'alerte**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 4.6.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation Entretien

**Prescription contrôlée :**

Le site dispose :

- d'une sirène d'alarme dont le déclenchement s'effectue par un interrupteur situé dans le bâtiment administratif. Son bon fonctionnement est vérifié régulièrement,
- de téléphones fixes et portables.

**Constats :**

L'inspection a constaté que l'exploitant avait mis en place un registre permettant de consigner les tests de la sirène d'alarme, conformément à ce qui avait été demandé lors de la précédente inspection (observation n°4 du rapport de visite du 06 décembre 2018).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Mesure de bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 7.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit et vibration

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau du bruit de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport APAVE présentant les résultats des mesures de bruit effectuée du 29 au 30 janvier 2024. Les résultats sont conformes à l'arrêté préfectoral et à l'arrêté

ministériel du 23 janvier 1997.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Vérifications électriques et incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 4.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérifications

**Prescription contrôlée :**

Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.

Ce registre est tenu à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées,

**Constats :**

L'ensemble des vérifications périodiques sont gérées dans la GMAO.

L'exploitant a fait contrôler les moyens de lutte contre l'incendie par la société DESAUTEL le 17/10/2023. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle qui n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.

Le dernier contrôle des installations électriques a été effectué par DEKRA le 12/01/2024. 4 observations ont été relevées. L'exploitant a traité l'observation n°1 et a présenté à l'inspection les actions en cours pour traiter les observations 2,3 et 4.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Cessation d'activité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 1.9

**Thème(s) :** Situation administrative, Arrêt partiel d'activité

**Prescription contrôlée :**

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant son arrêt définitif. L'exploitant doit adresser au préfet un dossier comprenant :

- le plan à jour des emprises des installations mises à l'arrêt,
- un mémoire sur l'état du site comprenant au moins :
  - les mesures prises en matière d'élimination de produits dangereux résiduels et déchets,
  - les mesures prises ou envisagées pour la dépollution des eaux et sols éventuellement pollués.
  - les mesures de surveillance qu'il s'engage à exercer après l'arrêt des installations.

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant indique qu'il ne stocke plus d'ammoniac et qu'il a abandonné cette activité classée

au titre de la rubrique 4735-2-b. L'inspection a constaté sur le terrain l'absence de stockage d'ammoniac.

L'exploitant indique également qu'il n'exerce plus l'activité classée au titre de la rubrique 2713 (stockage de matériels type compresseurs, matériels d'organisation de production d'azote pour le site client et paniers soit des métaux non dangereux).

L'inspection a constaté sur le terrain l'absence de ce matériel initialement stockés dans le bâtiment « sudac » et le bâtiment avec auvent en limite de propriété du site.

Toutefois, suite à la perte d'un client, l'exploitant stocke temporairement sur le site environ 20 000 bouteilles vide de CO2 dégazées (Carbopub) de différentes tailles de 6 à 10 kg.

L'exploitant doit porter à connaissance de l'administration ces changements, et proposer une mise à jour de la liste des installations classées auquel il est soumis. Il doit également suivre la procédure de cessation d'activité le cas échéant pour les activités concernées sous 3 mois.

Conformément au III de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement, la procédure de cessation d'activité doit être enclenchée même sans libération des terrains et malgré la poursuite d'autres activités sur le site.

En application de la loi ASAP du 07 décembre 2020, dite loi ASAP, l'exploitant doit faire attester par une entreprise certifiée, ou disposant de compétences équivalentes, que certaines des étapes de sa cessation ont été menées conformément au code de l'environnement. Ces obligations sont applicables pour les cessations notifiées à compter du 1er juin 2022 pour les ICPE soumises à autorisation.

L'exploitant pourra s'appuyer sur les ressources suivantes :

- <https://www.ecologie.gouv.fr/sites-et-sols-pollues-Plaquette-DGPR>

- La cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement : <https://ssp-infoterre.brgm.fr/fr/brochure/cessation-dactivite-des-installations-classees-pour-protection-de-lenvironnement>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3mois